

« La stratégie de la dépense palliative a atteint ses limites »

LE MONDE ECONOMIE | 28.06.2018 à 15h01

Jean Pisani-Ferry (Professeur d'économie à Sciences Po, à la Hertie School de Berlin et à l'Institut universitaire européen de Florence)

A 56,5 % du PIB, notre niveau de dépense publique est sans égal parmi les économies avancées. L'argent public est trop rare pour qu'on continue à s'en servir comme d'un pansement sur des plaies mal soignées, explique l'économiste Jean Pisani-Ferry dans sa chronique.

« Pognon de dingue » : avec cette expression triviale, Emmanuel Macron a voulu faire écho au sentiment que l'argent public est mal employé. Est-ce vrai et si oui, où faut-il couper ? Ce sera le débat économique du prochain semestre. Il n'a pas eu lieu en 2017. En 2019, il sera déjà bien tard. C'est cet automne que va se jouer la politique des finances publiques du quinquennat.

A 56,5 % du PIB, notre niveau de dépense publique est sans égal parmi les économies avancées. Il excède de dix points la moyenne de la zone euro. D'autres, comme la Suède dans les années 1990, ont atteint ce niveau, mais cela n'a pas duré.



Rien n'oblige les pays européens à faire les mêmes choix. Si les Français veulent de meilleurs services publics et des assurances sociales qui les couvrent mieux, s'ils sont prêts à payer pour cela, très bien. Il n'y a problème que si la dépense n'est pas maîtrisée, ne répond pas aux préférences collectives, ou est inefficace.

Or, le constat est brutal : depuis 2000, rappelle France Stratégie, notre dépense structurelle primaire (c'est-à-dire corrigée de la conjoncture et hors paiements d'intérêts) a progressé de cinq points de PIB. Une dérive d'un tiers de point par an, ce n'est pas durablement soutenable.

Bonnes et mauvaises raisons

Deuxième travers : le financement. Depuis vingt ans, à chaque embellie de la conjoncture – en 2000-2001, 2007 et 2017 – nous abaissons les prélèvements plutôt que de résorber le déficit. Notre consentement collectif à l'impôt n'est pas à la hauteur de notre appétence pour la dépense. Cette contradiction a jusqu'ici été résolue par la dette. Ce n'est plus possible.

Enfin, nous dépensons pour de bonnes, mais aussi de mauvaises raisons.

Les bonnes, ce sont l'enseignement gratuit, des assurances sociales collectives, un Etat redistributif, un réseau étendu de services publics, une capacité autonome de défense.

Les mauvaises, ce sont l'empilement des niveaux de gestion (le mille-feuille territorial doublé d'un mille-feuille social), le retard à réformer les retraites, une incapacité à sélectionner les priorités. Et une certaine propension à traiter les problèmes structurels par la dépense publique.

La France consacre ainsi autant de moyens à l'éducation (du primaire au supérieur) qu'à l'emploi (allègements de cotisations sociales compris) : 120 milliards d'euros par an. Sur vingt ans, la dépense publique pour l'éducation a stagné alors que la dépense pour l'emploi a explosé.

Situation d'urgence

Bien entendu, cet effort a répondu à une situation d'urgence : il fallait soutenir le revenu des chômeurs, aider les personnes fragiles à accéder à l'emploi, compenser la baisse de la demande de travail peu qualifié en allégeant son coût pour l'employeur. Tout cela a été utile. Mais à la longue, on ne peut que s'interroger : ces moyens n'auraient-ils pas été mieux employés à réduire les inégalités scolaires et à préparer les jeunes à l'économie d'aujourd'hui ?

Lire aussi : Protection sociale : Macron plaide pour des solutions « plus efficaces que de l'argent mis sur la table »

Ce qui est vrai de l'emploi l'est aussi du logement (plus de 40 milliards d'euros) ou des aides aux entreprises (près de 60 milliards d'euros hors soutien à l'emploi) : à chaque fois, nous répondons à des problèmes structurels par la subvention, le crédit d'impôt, ou des

allègements de taxes pour lesquels d'autres doivent bien payer. Cette stratégie de la dépense palliative a permis un temps de contenir les problèmes. Elle a clairement atteint ses limites.

Le gouvernement est en droit d'attendre des dividendes des réformes de fond qu'il a engagées. Moins d'échec scolaire et un marché du travail qui fonctionne mieux doivent permettre de dépenser moins pour l'emploi. Un impôt sur les sociétés plus faible doit conduire à consacrer moins d'argent à inciter les entreprises à investir. Une fiscalité du capital allégée va de pair avec l'élimination de niches fiscales.

Evidemment, cela n'ira pas sans vives protestations. Mais l'argent public est trop rare pour qu'on continue à s'en servir comme d'un pansement sur des plaies mal soignées.